

# Document

## Le dessous du prix Nobel de la paix 2009 ?

(par Thierry Meyssan - <http://www.voltairenet.org/fr>)

### **Le 11 octobre 2009**

Si l'attribution du prix Nobel de la paix a donné lieu à un concert de louanges parmi les dirigeants de l'alliance atlantique, elle a aussi suscité le scepticisme dans le monde. Plutôt que de débattre des bonnes raisons qui pourraient a posteriori justifier ce choix étonnant, Thierry Meyssan expose la corruption du Comité Nobel et les liens unissant son président, Thorbjorn Jagland, aux collaborateurs d'Obama.

« Ce matin, en écoutant les nouvelles, ma fille est entrée et m'a dit : "Papa, tu es Prix Nobel de la paix" » [1]. Telle est la touchante histoire que le président des États-Unis a raconté à des journalistes complaisants pour attester qu'il n'avait jamais souhaité cette distinction et en était le premier surpris. Sans chercher plus loin, ceux-ci ont immédiatement titré leurs journaux sur « l'humilité » de l'homme le plus puissant du monde.

À vrai dire, on ne sait ce qui doit le plus surprendre : l'attribution d'une si prestigieuse distinction à Barack Obama, la mise en scène grotesque qui l'accompagne, ou encore la méthode utilisée pour corrompre le jury et détourner ce prix de sa vocation initiale.

En premier lieu, rappelons que, selon le règlement du Comité Nobel, les candidatures sont présentées par des institutions (des parlements nationaux et des académies politiques) et par des personnalités qualifiées, principalement des magistrats et les anciens récipiendaires. En théorie, une candidature peut-être présentée sans que le candidat en ait été averti. Cependant, lorsque le jury prend sa décision, il établit un lien direct avec l'impétrant de sorte qu'il en soit informé une heure avant la conférence de presse. Pour la première fois de son histoire, le Comité Nobel aurait omis cette courtoisie. C'est, nous assure son porte-parole, qu'il n'osait réveiller le président des États-Unis en pleine nuit. Peut-être ignorait-il que des conseillers se relayent à la Maison-Blanche pour recevoir les appels d'urgence et réveiller le président si nécessaire. Au demeurant, le comité Nobel avait au moins informé le journaliste Gerhard Helsoek qui avait annoncé la nouvelle la veille sur la chaîne norvégienne TV2.

La gentille saynète de la petite fille annonçant le Prix Nobel à son papa ne suffit pas à dissiper le malaise provoqué par cette distinction. Selon le vœux d'Alfred Nobel, le prix récompense « la personnalité ayant [au cours de l'année précédente] le plus ou le mieux contribué au rapprochement des peuples, à la suppression ou à la réduction des armées permanentes, à la réunion et à la propagation des progrès pour la paix ». Dans l'esprit du fondateur, il s'agissait de soutenir une action militante et non de décerner un brevet de bonnes intentions à un chef d'État. Les lauréats ayant parfois bafoué le droit international postérieurement à la réception de leur prix, le Comité Nobel a décidé, il y a quatre ans, de ne plus récompenser un acte particulier, mais de n'honorer que des personnalités ayant consacré leur vie à la paix. Ainsi, Barack Obama aurait été le plus méritant des militants de la paix en 2008 et n'aurait commis aucune atteinte majeure au droit international en 2009. Sans parler des personnes toujours détenues à Guantanamo et Bagram, ni des Afghans et des Irakiens confrontés à une occupation étrangère, qu'en pensent les Honduriens écrasés par une dictature militaire ou les Pakistanais dont le pays est devenu la nouvelle cible de l'Empire ?

Venons-en au cœur du propos, à ce que la « communication » de la Maison-Blanche et les médias anglo-saxons veulent cacher au public : les liens sordides entre Barack Obama et le Comité Nobel.

En 2006, l'European Command (c'est-à-dire le commandement régional des troupes US dont l'autorité couvrait alors à la fois l'Europe et l'essentiel de l'Afrique) sollicite le sénateur d'origine kenyane Barack Obama pour participer à une opération secrète inter-agences (CIA-NED-USAID-NSA). Il s'agissait d'utiliser son statut de parlementaire pour mener une tournée en Afrique qui permettrait à la fois d'y défendre les intérêts des groupes pharmaceutiques (face aux productions hors brevets) et de repousser l'influence chinoise au Kenya et au Soudan [2]. Seul l'épisode kenyan nous intéresse ici.

### **La déstabilisation du Kenya**

Barack Obama et sa famille, accompagnés d'un attaché de presse (Robert Gibbs) et d'un conseiller politico-militaire (Mark Lippert), arrivent à Nairobi dans un avion spécial affrété par le Congrès. Leur appareil est suivi d'un second avion, celui-ci affrété par l'US Army, et transportant une équipe de spécialistes en guerre psychologique commandée par le général prétendument à la retraite J. Scott Gration.

Le Kenya est alors un plein boom économique. Depuis le début de la présidence de Mwai Kibaki, la croissance est passée de 3,9 à 7,1 % du PIB et la pauvreté a reculé de 56 à 46 %. Ces résultats exceptionnels ont été obtenus en réduisant les liens économiques post-coloniaux avec les Anglo-Saxons et en leur substituant des accords plus équitables avec la Chine. Pour casser, le miracle kenyan, Washington et Londres ont décidé de renverser le président Kibaki et d'imposer un opportuniste dévoué, Raila Odinga [3]. Dans cette perspective, la National Endowment for Democracy a suscité la création d'une nouvelle formation politique, le Mouvement orange, et complotte une « révolution colorée » à l'occasion des prochaines élections législatives de décembre 2007.

Le sénateur Barack Obama faisant campagne pour son « cousin » Raila Odinga. Le sénateur Obama est accueilli comme un enfant du pays et son voyage est hyper-médiatisé. Il s'ingère dans la vie politique locale et participe aux meetings de Raila Odinga. Il appelle à une « révolution démocratique », tandis que son « accompagnateur », le général Gration, remet à Odinga 1 million de dollars en liquide. Ces interventions déstabilisent le pays et suscitent les protestations officielles de Nairobi auprès de Washington.

À l'issue de cette tournée, Obama et le général Gration vont au rapport chez le général James Jones (alors patron de l'European Command et suprême commandeur de l'OTAN) à Stuttgart, avant de retourner aux États-Unis.

L'opération continue. Madeleine Albright, en qualité de présidente du NDI (la branche de la National Endowment for Democracy [4] spécialisée dans le traitement des partis de gauche) fait le voyage de Nairobi où elle supervise l'organisation du Mouvement orange. Puis John McCain, en qualité de président de l'IRI (la branche de la National Endowment for Democracy spécialisée dans le traitement des partis de droite) vient compléter la coalition d'opposition en traitant de petites formations de droite [5].

Lors des élections législatives de décembre 2007, un sondage financé par l'USAID annonce la victoire d'Odinga. Le jour du vote, John McCain déclare que le président Kibaki a truqué le scrutin en faveur de son parti et qu'en réalité, c'est l'opposition conduite par Odinga qui a gagné. La NSA, de concert avec des opérateurs locaux de téléphonie, adresse des SMS anonymes à la population. Dans les zones peuplées par des Luos (l'ethnie d'Odinga), ils disent « Chers Kenyans, les Kikuyus ont volé l'avenir de nos enfants... Nous devons les traiter de la seule manière qu'ils comprennent... la violence ». Tandis que dans les zones peuplées par des Kikuyus, ils sont rédigés ainsi : « Le sang d'aucun Kikuyu innocent ne sera versé. Nous les massacrerons jusqu'au cœur de la capitale. Pour la Justice, établissez une liste de Luos que vous connaissez. Nous vous enverrons les numéros de téléphone où transmettre ces informations ». En quelques jours, ce pays paisible sombre dans les violences communautaires. Les émeutes font plus de 1 000 morts et 300 000 déplacés. 500 000 emplois sont détruits.

Madeleine Albright est de retour. Elle propose sa médiation entre le président Kibaki et l'opposition qui tente de le renverser. Avec finesse, elle s'écarte et place sur le devant de la scène l'Oslo Center for Peace and Human Rights. Le directeur de cette ONG respectée est nouvellement présidé par l'ex-Premier ministre de Norvège, Thorbjørn Jagland. Rompant avec la tradition d'impartialité du Centre, il dépêche deux médiateurs sur place, dont tous les frais sont pris en charge par le NDI de Madeleine Albright (c'est-à-dire in fine sur le budget du département d'État des États-Unis) : un autre ancien Premier ministre norvégien, Kjell Magne Bondevik, et l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan (le Ghanéen est très présent dans les États scandinaves depuis qu'il a épousé la petite nièce de Raoul Wallenberg).

Obligé pour rétablir la paix civile d'accepter le compromis qu'on lui impose, le président Kibaki accepte de créer un poste de Premier ministre et de le confier à Raila Odinga. Celui-ci entreprend immédiatement de réduire les échanges avec la Chine.

### **Petits cadeaux entre amis**

Si l'opération kenyane s'arrête là, la vie des protagonistes continue. Thorbjørn Jagland négocie un accord entre la National Endowment for Democracy et l'Oslo Center, qui est formalisé en septembre 2008. Une fondation jointe est créée à Minneapolis qui permet à la CIA de subventionner indirectement l'ONG norvégienne. Celle-ci intervient pour le compte de Washington au Maroc et surtout en Somalie [6].

Obama est élu président des États-Unis. Odinga proclame plusieurs jours de fête nationale au Kenya pour célébrer le résultat de l'élection aux États-Unis. Le général Jones devient conseiller de sécurité nationale. Il prend Mark Lippert comme chef de cabinet et le général Gratton comme adjoint.

Durant la transition présidentielle aux USA, le président de l'Oslo Center, Thorbjørn Jagland, est élu président du Comité Nobel, malgré le risque que représente pour l'institution un politicien aussi retors [7]. La candidature de Barack Obama au Prix Nobel de la paix est déposée au plus tard le 31 janvier 2009 (date limite réglementaire [8]), soit douze jours après sa prise de fonction à la Maison-Blanche. De vifs débats animent le Comité qui ne parvient toujours pas à s'accorder sur un nom début septembre, comme le prévoit le calendrier habituel [9]. Le 29 septembre, Thorbjørn Jagland est élu secrétaire général du Conseil de l'Europe à la suite d'un accord en sous-main entre Washington et Moscou [10]. Ce bon procédé en appelait un autre en échange. Bien que la qualité de membre du Comité Nobel soit incompatible avec une fonction politique exécutive majeure, Jagland ne démissionne pas. Il argue du fait que la lettre du règlement interdit le cumul avec une fonction ministérielle et ne dit rien du Conseil de l'Europe. Il rentre donc à Oslo le 2 octobre. Le jour-même, le Comité désigne le président Obama, Prix de la paix 2009.

Dans son communiqué officiel, le Comité déclare sans rire : « Il est très rare qu'une personne, à l'instar d'Obama, ait réussi à captiver l'attention de tous et leur donner l'espoir d'un monde meilleur. Sa diplomatie est basée sur le concept que ceux qui dirigent le monde doivent le faire sur un socle de valeurs et de comportements partagés par la majorité des habitants de la planète. Pendant 108 ans, le comité du prix Nobel a cherché à stimuler ce type de politique internationale et ces démarches dont Obama est le principal porte-parole » [11].

De son côté, l'heureux lauréat a déclaré : « Je prends la décision du comité Nobel avec surprise et une profonde humilité (...) J'accepterai cette récompense comme un appel à l'action, un appel lancé à tous les pays pour qu'ils se dressent face aux défis communs du XXI<sup>e</sup> siècle ». Ainsi donc, cet homme « humble » estime incarner « tous les pays ». Voilà qui n'augure rien de pacifique.